

EMPLOI : LA SAIGNÉE

POUR SORTIR DE LA CRISE SORTONS DE L'AUSTÉRITÉ

PSA, Doux, Sanofi, SFR, Air France... plus de 40 000 suppressions d'emplois sont annoncées pour les mois à venir dans l'industrie et les services. En faisant gagner la gauche, les Françaises et les Français ont placé l'emploi en tête de leurs priorités. La nouvelle majorité est face à une épreuve de vérité.

Les communistes, leurs élus, expriment leur solidarité envers les travailleurs et leurs familles en même temps que leur colère. Ils disent que l'on peut contrer ces plans dits sociaux et créer de l'emploi à la condition de s'attaquer à la finance, de relancer le pouvoir d'achat, de donner de nouveaux droits aux salariés.

L'EXEMPLE PSA

La direction de PSA Peugeot-Citroën veut mettre en oeuvre la suppression de 8 000 emplois sur le territoire national et la fermeture en 2014 du site d'Aulnay-sous-Bois, où travaillent 3 300 salariés. Cela s'accompagnera de la perte supplémentaire de plusieurs milliers d'emplois induits parmi les entreprises de sous-traitance et de maintenance.

La « compétitivité », le mensonge Peugeot

La compétitivité, argument massue, a bon dos. La décision de fermer le site d'Aulnay, comme l'a révélé la CGT il y a plus d'un an, a été prise au moment où l'entreprise était fleurissante et où les ventes battaient tous les records. En saignant l'emploi en France, PSA considère les salarié-es comme sa variable d'ajustement avec la surexploitation de ses autres sites, le travail des salariés jour et nuit et le recours massif à l'intérim, le chômage partiel, le blocage des salaires partout et les délocalisations. Les sacrifices, Monsieur Varin, PDG du groupe, ne les partage pas. Il empoche 3,2 millions d'euros par an. Nicolas Sarkozy a demandé au groupe de taire son projet le temps de l'élection. Résultat : un an de perdu pour construire les réponses industrielles aux vraies questions de la filière automobile.

Payer les actionnaires, faire payer les salariés

En 2011, le groupe PSA a versé 250 millions d'euros aux actionnaires. Le groupe a perçu, selon le ministre Arnaud Montebourg, 8 milliards d'aides publiques en prêts bonifiés de l'Etat, prime à la casse, bonus écologique, aide pour des études sur les modèles électriques et hybrides, exonérations de cotisations sociales, défiscalisation des heures supplémentaires, aides à la recherche et au développement... son résultat 2010 a battu tous les records et les ventes 2011 sont restées hautes. Et ils veulent faire payer aux salariés leurs choix stratégiques financiers et la course à l'argent.

C'est l'austérité le problème

C'est dans les pays européens soumis aux plans d'austérité que les ventes des véhicules s'effondrent : Grèce - 43 % Irlande - 42,1 % Portugal - 37 % Espagne - 12,1 % France - 1%... Ces baisses affectent exclusivement les véhicules les moins chers, - 9,9% pour PSA. L'austérité conduit à moins d'emploi, moins de salaires pour les classes populaires et « moyennes ». Seuls le pouvoir d'achat des ménages et le développement social, avec un effort national pour la recherche et l'innovation, peuvent sécuriser l'emploi et assurer la transition écologique notamment vers les modèles hybrides et électriques.



Image de Pascal Colrat en soutien aux salariés de PSA



L'ETAT PEUT AGIR

Le gouvernement a jugé le plan de PSA « *inacceptable* ». François Hollande a reconnu, le 14 juillet, le « *mensonge* » des dirigeants de l'entreprise. Plus que des commissions et des discussions avec la direction de PSA, il faut qu'il ait le courage maintenant de briser les tabous, de choisir le camp des salariés pour faire entendre raison aux groupes industriels, fussent-ils privés.

Le Président a décidé, à l'issue de la Conférence sociale, le retrait de la loi sur « l'interdiction des licenciements abusifs » et sur « l'obligation de cession des sites non rentables menacés de

fermeture » de sa feuille de route. Cela plait certainement au Medef . Mais pour la majorité c'est une mauvaise nouvelle.

Le ministre du redressement productif, Arnaud Montebourg, se voulait rassurant : « *Notre maître mot est donc la négociation, le recalibrage, le reformatage de tout ce qui nous paraîtra abusif.* » Cela ne fera pas le compte. Il s'agit moins de parler « plan social », que « plan industriel ». Si on veut une industrie automobile du XXI^e siècle, la liquidation programmée du site d'Aulnay serait un bien mauvais coup.

AVEC LE FRONT DE GAUCHE, LE PCF PROPOSE POUR L'EMPLOI

► Un **moratoire immédiat** sur toutes les plans de licenciements, exécutoire par le Préfet en raison des troubles à l'ordre public causé par les décisions intempestives de supprimer des emplois ou de fermer des sites afin d'élaborer des contre propositions.

► Le vote à l'Assemblée nationale de la **loi contre les licenciements boursiers** dans les entreprises qui réalisent des bénéfices, adoptée par la gauche au Sénat sur l'initiative des parlementaires communistes.

► Des **droits pour les salariés, leurs délégués, les comités d'entreprise pour faire valoir leurs alternatives**. Ils pourraient alors imposer des diminutions du « coût du capital » (intérêts des banques, dividendes, prélèvements sur la sous-traitance...) plutôt que du « coût du travail ».

► Un **Pôle public financier** visant à moduler le taux du crédit en fonction de l'intérêt mesuré pour l'emploi, la formation, les salaires, la recherche, le développement et le progrès écologique.

► Une relance de la consommation par l'**augmentation du pouvoir d'achat** des familles ce qui passe notamment par une augmentation significative du Smic.

Il n'y a pas de fatalité à la destruction de l'emploi et à la fermeture de sites industriels. Pour une vie digne pour chacune et chacun, les solutions existent. A la gauche de les mettre en oeuvre, pour ne pas décevoir et réussir le changement attendu. Les communistes et les parlementaires du Front de gauche sont déterminés à y être utile.

AUX ACTES CITOYENS!

JE REJOINS LE PCF

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

Tél :